



INSTITUT CANADIEN
D'ÉDUCATION
DES ADULTES

Le Droit d'Apprendre

3 M

POUR UN VÉRITABLE RÉSEAU DU SAVOIR

Mémoire de l'Institut canadien d'éducation des adultes
sur
la Mission de Radio-Québec

présenté à la
Commission parlementaire de la culture

préparé par Lina Trudel

Résumé du mémoire

Le développement d'un véritable réseau télévisuel du savoir représente un investissement capital pour permettre à la société québécoise de faire face plus adéquatement aux défis de la société du savoir et pour prendre le virage de la formation continue. L'Institut appuie donc très fortement le recentrage de Radio-Québec sur sa mission éducative et culturelle proposée par le groupe-conseil. L'ICEA déplore cependant le caractère très vague de la description de la mission contenu dans le rapport.

Ainsi, l'ambiguïté qui a toujours caractérisé la mission de Radio-Québec et qui a contribué très fortement à entraver son développement, risque de demeurer entière. (Nous faisons ici référence à son double statut de réseau public et de réseau éducatif spécialisé). Cette lacune s'avère d'autant plus inquiétante que les moyens proposés apparaissent passablement contradictoires avec l'intention affirmée de renforcer la mission éducative et culturelle.

Il nous semble en effet paradoxal de prétendre devenir le réseau du savoir et de décider en même temps de faire-faire toute la production par des maisons privées à l'exception des émissions d'information. Si Radio-Québec veut se faire reconnaître à titre d'institution d'éducation et non pas uniquement à titre de média, il lui faudra concevoir ses activités non seulement autour de l'axe de la diffusion grand public mais aussi autour de celui de la production et de la mise en circulation de ses documents éducatifs dans les réseaux éducatifs formels et non-formels.

En laissant aux secteurs privés le champ lucratif du multimédia interactif et de la télé-éducation, champ qui constituera un des créneaux les plus importants des infomoutes, Radio-Québec se prive de la principale source de revenus en développement actuellement et se voit obligé, en conséquence, de prendre des moyens à la fois contradictoires et inadéquats pour sauvegarder son mandat de radiodiffuseur éducatif.

L'Institut s'inquiète aussi pour l'autonomie de Radio-Québec face à ses éventuels bailleurs de fonds et au pouvoir politique. La proposition du groupe-conseil de former des comités de programmation externe et de parrains composés par ses éventuels bailleurs de fonds constitue, à cet égard, des entorses très graves à l'autonomie rédactionnelle de Radio-Québec.

Pour que Radio-Québec devienne un véritable réseau du savoir, nous proposons que la mission de Radio-Québec s'articule autour de deux axes d'activités:

- 1° Production et programmation d'émissions éducatives (au sens large) et culturelles s'adressant au grand public.
- 2° Production et distribution de documents éducatifs audiovisuels et multimédias pour les réseaux institutionnels, les entreprises et les associations.

Pour réaliser ce mandat, nous suggérons de plus que Radio-Québec maintienne un bloc stratégique de productions internes, la création d'un fonds spécial pour renforcer la production régionale ainsi que la mise en place de mécanismes pour garantir son autonomie.

Table des matières

Présentation de l'ICEA	7
Le contexte social et télévisuel	9
L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE TÉLÉ-QUÉBEC	
RENOUVELER LE MODÈLE TÉLÉVISUEL	
La mission	11
Organisation et financement	12
LA PRODUCTION PRIVÉE	
Des résultats pas évidents	
LE COMITÉ DES PARTENAIRES ET DES PARRAINS	
Le comité des partenaires	
Le comité des parrains	
LA RÉGIONALISATION	
L'AUTONOMIE DE RADIO-QUÉBEC	
Les orientations stratégiques à privilégier	15
1 ^{ER} AXE: LA PROGRAMMATION ÉDUCATIVE GRAND PUBLIC	
2 ^E AXE: LA PRODUCTION ET LA MISE EN CIRCULATION DE DOCUMENTS ÉDUCATIFS	
Les recommandations	19
Annexes	
Membres du Conseil d'administration de l'ICEA	
Membres du Groupe de travail sur les communications de l'ICEA	

PRÉSENTATION DE L'ICEA

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) se consacre depuis cinquante ans à promouvoir l'accès des adultes à l'éducation et à une information de qualité. Témoin et acteur des grandes transformations qui ont secoué la société québécoise, l'ICEA n'a cessé, depuis sa création, de jouer son rôle d'analyse des politiques publiques, de recherche et de développement d'expertises visant à soutenir l'intervention et l'innovation dans le champ de la formation continue et des médias. La variété de son membership fait de l'ICEA un des principaux carrefours des réseaux publics, syndicaux et communautaires. (Voir la liste du CA en annexe).

Les analyses et interventions de l'ICEA dans le champ des communications sont alimentées par son Groupe de travail sur les communications composé de chercheurs, d'artisans des médias et de représentants d'organismes communautaires.

Depuis la création de Radio-Québec, l'Institut est intervenu à toutes les étapes importantes de l'évolution de ce réseau public, qui fut marqué par de nombreuses remises en question. Cette continuité de nos interventions, témoigne de l'importance que nous accordons à cet outil collectif.

La présente commission parlementaire sur l'avenir de Radio-Québec revêt pour nous une grande importance, car nous sentons une réelle menace sur l'existence de Radio-Québec.

LE CONTEXTE SOCIAL ET TÉLÉVISUEL

Nous venons de sortir d'une période très riche et très intense de réflexion et de débats sur l'avenir de notre société. Le Québec sort renforcé de cet exercice démocratique qui a donné lieu à l'expression d'une large volonté collective visant à doter le Québec d'un nouveau projet de société plus égalitaire et solidaire.

La lutte pour la conquête des pouvoirs permettant à la société québécoise de se développer en fonction de sa culture et de ses priorités doit effectivement s'inscrire dans un processus plus large visant à réformer les institutions et à redéfinir les grandes missions éducatives, culturelles, sociales et économiques de l'État et ce, en regard non seulement des enjeux nationalistes mais à la lumière surtout des mutations globales qui frappent actuellement les sociétés occidentales.

L'importance stratégique de Radio-Québec

Il nous faut, comme société, mettre en oeuvre les moyens et conditions nous permettant de faire face aux défis de la société de l'information et du savoir. Dans cet ère où l'information et les connaissances remplacent désormais la matière et l'énergie comme principaux facteurs de croissance sociale et de réussite personnelle, le système d'éducation et les médias prennent forcément une importance stratégique capitale. Alors que l'avenir du système d'éducation est soumis actuellement à une vaste réflexion et consultation dans le cadre des États généraux, le système médiatique ne semble pas faire l'objet d'une préoccupation au sein du ministère de la Culture et des Communications. L'absence de débat public entourant le repositionnement actuel de Radio-Québec représente, à nos yeux, un bon révélateur de ce vacuum politique. Radio-Québec constitue pourtant le seul instrument collectif que nous possédons et contrôlons au Québec. Si cette institution n'a pas évolué comme on aurait pu l'espérer, il ne faut nous en prendre qu'à nous-mêmes; le gouvernement fédéral et le CRTC n'y sont pour rien.

Cette absence de politique et de vision d'ensemble des enjeux socio-culturels entourant le rôle des médias et ce, surtout dans le contexte du développement accéléré de l'infrastructure et des systèmes

multimédias, constitue un des facteurs importants à l'origine des cafouillages qui ont souvent caractérisé les décisions politiques à l'égard de Radio-Québec, ainsi que de notre retard dans le dossier de l'inforoute. Le rapport du groupe-conseil sur la mission de Radio-Québec ne va malheureusement pas contribuer à clarifier la situation. Les réflexions du groupe portent beaucoup moins sur la mission de Radio-Québec, que sur les moyens à prendre, à court terme, pour réduire les coûts de fonctionnement.

Si nous pouvons convenir de la nécessité de renouveler les modes de fonctionnement et d'investir, dans un contexte de pénurie de ressources, davantage dans le contenu et la création que dans les structures bureaucratiques, il nous semble tout aussi capital de faire découler le choix des moyens d'une réflexion plus approfondie sur la mission et les orientations à privilégier pour atteindre des objectifs éducatifs et culturels plus larges.

Le développement d'un véritable réseau télévisuel du savoir ne devrait pas être perçu comme une dépense relevant du domaine des loisirs et du divertissement, mais davantage comme un investissement nécessaire pour faire face aux défis de la société du savoir et prendre le virage de la formation continue.

Renouveler le modèle télévisuel

L'environnement télévisuel continue de subir des transformations majeures. Les alliances se font et se défont. La lutte que se livrent les grands groupes privés pour la conquête des marchés est très largement supportée et financée par des fonds publics au détriment souvent de nos outils collectifs. Mentionnons à titre d'exemples, les subventions massives octroyées aux groupe Vidéotron pour développer son système Videoway et le projet UBI. De tels choix devraient faire l'objet de processus de discussion publique plus ouvert et transparent.

La crise de la télévision généraliste publique ou privée s'approfondit et les conséquences se font sentir de façon encore plus aiguë dans une société à faible densité de population comme la nôtre. Outre le problème de la multiplication des chaînes, c'est à un nouveau paradigme auquel il nous faut faire face. Le modèle classique de transmission à sens unique cédera de plus en plus la place aux systèmes multimédias interactifs. Ces nouveaux systèmes offrent des possibilités d'utilisation particulièrement intéressantes dans le domaine de l'éducation et de la formation continue. En libérant la communication des monopoles de presse ainsi que des contraintes géographiques et d'espace, ces nouveaux outils sont particulièrement bien adaptés pour faire face au double mouvement d'internationalisation des échanges et de régionalisation des actions et décisions. À titre de média

et d'institution éducative, Radio-Québec ne peut plus se concentrer uniquement sur son rôle traditionnel de radiodiffuseur, il lui faudra s'inscrire comme partenaire important dans la mise en place des réseaux d'apprentissage multimédias. L'existence d'un réseau télévisuel du savoir au Québec s'avère donc plus essentiel que jamais. Il va cependant falloir donner un sérieux coup de barre pour réorienter Radio-Québec sur cette voie. Favoriser un plus grand partage des connaissances, répondre aux besoins croissants de formation continue, promouvoir le développement d'une culture scientifique et technologique ainsi que le goût d'apprendre et de se prendre en charge individuellement et collectivement, sont autant d'objectifs que Radio-Québec pourrait contribuer à réaliser.

Analysons, à la lumière de cette brève évocation du contexte, les propositions du groupe-conseil relatives à la mission ainsi qu'aux modes de fonctionnement et de financement de Radio-Québec.

LA MISSION

Sur la base de notre analyse des défis entourant la mise en place de la société du savoir et de l'information, nous ne pouvons qu'appuyer le recentrage de Radio-Québec sur sa mission éducative et culturelle. Là s'arrête cependant notre satisfaction. La description de la mission contenue dans le rapport est à ce point vague et assortie de propositions contradictoires, qu'elle ne permet aucunement de lever l'ambiguïté ayant toujours entouré la mission de Radio-Québec et qui contribue fortement à handicaper son développement. Nous faisons ici référence aux deux conceptions qui se sont toujours affrontées, l'une centrée sur la mission éducative de Radio-Québec et l'autre percevant davantage Radio-Québec comme étant la chaîne publique québécoise à vocation généraliste et culturelle.

Nous avons, en fait, l'impression d'être en présence de propositions contradictoires et paradoxales. Bien que le rapport insiste sur la mission éducative de Radio-Québec, il ne précise aucunement comment cette priorité se traduira dans les choix de programmation. Les seules indications concernent le renforcement des équipes régionales et la couverture des travaux de l'Assemblée nationale. Vouloir «réfléter les réalités régionales et nationales du Québec», et vouloir aussi jouer «un rôle majeur dans la promotion des produits culturels» c'est bien mais il ne s'agit pas là d'un champ d'activités particulièrement caractéristique d'un futur réseau du savoir. Le réseau TVA pourrait très bien reprendre à son compte ces objectifs.

Si Radio-Québec veut se faire reconnaître à titre d'institution d'éducation et non pas uniquement à titre de média, il lui faudra concevoir ses activités non seulement autour de l'axe de la diffusion grand public mais aussi autour de celui de la production et de la mise en circulation de ses documents éducatifs dans les réseaux éducatifs formels et non-formels. Aucun élément de développement stratégique n'a vraiment été envisagé pour développer ce champ d'activités spécifiques, champ qui pourrait constituer la base du renforcement du partenariat entre Radio-Québec et les intervenants des réseaux éducatifs, associatifs et de la main-d'oeuvre. En outre, il nous semble tout à fait paradoxal de vouloir développer des offres de services avec ces réseaux alors que l'on envisage de faire-faire, par les maisons de production privées, tous les documents à l'exception des émissions d'information. Cette proposition nous apparaît tout à fait paradoxal avec le recentrage éducatif. Quel intérêt, ces organismes auraient à passer par Radio-Québec alors qu'ils pourraient s'adresser directement aux producteurs privés? Approuver le rapport du groupe-conseil dans sa version actuelle, c'est en quelque sorte donner un chèque en blanc à la direction de Radio-Québec.

ORGANISATION ET FINANCEMENT

La production privée

Le redéploiement des activités de Radio-Québec visant à répondre plus adéquatement aux besoins de formation continue et à occuper une place significative à l'intérieur des réseaux d'enseignement multimédias, repose sur la constitution d'équipes de concepteurs, de chercheurs, de pédagogues, de techniciens compétents, créatifs et qui partagent la mission de Radio-Québec.

La conception et la réalisation d'émissions éducatives comportent des exigences et compétences très spécifiques. Radio-Québec a permis de développer de telles équipes. La perspective du démantèlement de ces équipes représente un délestage d'expertises qui risque de fragiliser encore davantage Radio-Québec. Nous convenons de la pertinence et de la nécessité de faire appel aux producteurs privés, mais il nous apparaît essentiel pour l'évolution et le dynamisme de l'institution, de conserver un noyau stratégique de productions internes afin de pouvoir s'appuyer sur des équipes de production ayant une forte expertise dans le domaine des émissions éducatives qui ont à coeur le développement et la mission de Radio-Québec.

Des résultats peu évidents S'il est vrai que Radio-Québec doit consacrer l'essentiel de ses ressources à la programmation et qu'il lui faut, à cet égard, augmenter ses sources de revenus, il n'est pas évident que la voie privilégiée par le groupe-conseil soit la bonne.

- L'effet de levier escompté en ayant recours aux producteurs indépendants risque de s'avérer bien mince. Suite à la publication du rapport du groupe de travail présidé par Pierre Juneau, il est probable que le fonds de Télé-film subira une cure sérieuse d'amaigrissement qui risquent de réduire considérablement la portée de ce fonds.
- Des études sérieuses démontrent qu'il en coûte souvent davantage pour faire des productions à l'extérieur, d'autant que les coûts des équipements et studios continueront d'être financés en très grande partie par Radio-Québec.
- Il faut aussi évaluer le coût généré par les mises à pied massives prévues par la direction de Radio-Québec. En raison des indemnités de départ, il faudra attendre plusieurs années (8 ans) avant de pouvoir enregistrer des économies réelles.

Le comité des partenaires et des parrains

Les recommandations visant la formation d'un comité de partenaires et de parrains dans le but d'augmenter les sources de revenus de Radio-Québec reflètent, de façon particulièrement aiguë, toute la confusion qui caractérise le rapport du groupe-conseil.

Les activités de radiodiffusion qui visent le grand public sont soumises, dans nos sociétés démocratiques, à un certain nombre de principes et de règles du jeu; l'autonomie rédactionnelle à l'égard des pouvoirs politiques et d'argent en constitue la principale assise.

Le comité des partenaires Les mandats octroyés au comité des partenaires et des parrains mettent, à nos yeux, en péril l'autonomie même de Radio-Québec. La formation d'un comité externe sur la programmation destinée au grand public est en soi pertinente mais ce comité ne peut pas être composé des représentants des organismes qui financeront Radio-Québec. La formation de ce comité, qui dispose d'un fonds de 25 millions \$, pourrait être tout à fait nécessaire pour encadrer les projets de production de documents destinés

aux réseaux institutionnels, mais son mandat ne devrait aucunement s'étendre à la grille de programmation grand public. Précisons, toutefois, que nous sommes tout à fait favorable au développement d'un partenariat plus étroit entre Radio-Québec et les organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation et de la formation continue au sens large.

Le comité des parrains Ici, la confusion est à son comble. Ce comité serait chargé d'assurer une meilleure articulation entre les entreprises et Radio-Québec. La tâche concrète de ce comité consisterait à accroître le financement de Radio-Québec à même le fonds de 1% que les entreprises doivent investir dans la formation et le perfectionnement de leurs employés.

Ces fonds ne seraient pas destinés à commander à Radio-Québec des produits éducatifs pouvant être utilisés pour la sensibilisation et la formation des personnes en emploi, mais pour financer la programmation éducative et culturelle de Radio-Québec destinée au large public. Le 1% servirait pour ainsi dire à financer la publicité de prestige des entreprises.

- Il s'agirait là d'un détournement de la loi 90
- Cette proposition contribuera aussi à accroître de façon indue l'influence des entreprises privées sur la programmation de Radio-Québec.

Ayant décidé de laisser aux secteurs privés le champ lucratif du multimédia interactif et de la télé-éducation, champ qui constituera un des créneaux les plus importants des inforoutes, Radio-Québec se prive de la principale source de revenus en développement actuellement et se voit obligé, en conséquence, de prendre des moyens à la fois contradictoires et inadéquats pour sauvegarder son mandat de radiodiffuseur éducatif.

La régionalisation

Le renforcement de l'implantation de Radio-Québec dans les dix régions administratives du Québec constitue, à nos yeux, l'aspect le plus intéressant du rapport du groupe-conseil. Pour renforcer la vocation régionale de Radio-Québec et son implantation dans le milieu, il faudrait créer un fonds spécial pour la régionalisation.

Afin de concrétiser le partenariat entre Radio-Québec et les autres organismes d'éducation et de formation continue oeuvrant dans les régions, il faudrait favoriser la participation des représentants

de Radio-Québec aux tables de concertation régionales sur la formation continue et le développement de la main-d'oeuvre qui se développent actuellement.

L'autonomie de Radio-Québec

Nous avons souligné plus avant les entorses à l'autonomie rédactionnelle de Radio-Québec que pouvaient représenter le comité des parrains et le comité de programmation interne composés de bailleurs de fonds.

Concernant son autonomie à l'égard du gouvernement, les derniers événements nous font craindre des rapprochements inquiétants entre Radio-Québec et le pouvoir politique. Pour préserver l'autonomie de Radio-Québec face au pouvoir politique, on avait confié à la Régie des télécommunications le mandat d'approuver la programmation éducative de Radio-Québec or, la Régie n'existe plus.

Il faudrait donc mettre en place des mécanismes visant à renforcer l'autonomie de Radio-Québec et à favoriser une plus grande discussion publique sur ses orientations et ses repositionnements stratégiques.

LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES À PRIVILÉGIER

Pour faire face aux défis de la société du savoir et de l'information, nous proposons que la mission éducative et culturelle de Radio-Québec s'articule autour de deux grands axes d'activités:

- 1^{ER} AXE** La conception, production, programmation et diffusion d'émissions éducatives (au sens large) et culturelles s'adressant au grand public.

- 2^E AXE** La conception, la production et la mise en circulation de documents éducatifs audiovisuels et multimédias pour les réseaux institutionnels, les entreprises et les associations.

Le 1^{er} axe: La programmation éducative grand public

Quelques considérations stratégiques:

- ▶ **En raison de ses moyens limités**, Radio-Québec devra produire moins de façon à améliorer la pertinence de ses émissions et leur portée.
- ▶ **En soirée**, il faut concevoir une programmation éducative et culturelle qui tienne compte des besoins du public plus centrés sur la détente et la distraction. Il s'agit là d'un défi de taille pour une chaîne éducative et culturelle. Cette programmation doit emprunter des genres différents et délaisser l'approche didactique au profit d'une approche plus axée sur la sensibilisation et la vulgarisation.
- ▶ La programmation grand public de Radio-Québec devrait, à nos yeux, poursuivre **quatre objectifs prioritaires**:
 - ① Favoriser l'enrichissement culturel des personnes;
 - ② Développer une culture de la formation continue (valorisation du savoir et de la connaissance);
 - ③ Promouvoir une culture scientifique et technologique afin de favoriser une véritable appropriation sociale des nouvelles technologies;
 - ④ Développer une culture de la citoyenneté pour permettre aux jeunes et aux adultes de comprendre les rouages d'une société démocratique, de connaître son histoire et d'être mieux outillés pour participer à la vie de la cité.
- ▶ L'information a sa place à Radio-Québec mais le traitement doit nécessairement se démarquer de celui prévalent dans les chaînes généralistes commerciales. Il faudra tenir compte de la place de plus en plus significative qu'occupe RDI dans le domaine de l'information. Sur le terrain de l'information, Radio-Québec aura du mal à faire face à la concurrence de plus en plus vive que se livrent les autres réseaux. **L'information à Radio-Québec** devrait surtout contribuer à promouvoir la culture de la citoyenneté, en fournissant aux personnes les informations nécessaires pour comprendre et agir. L'information régionale doit, à cet égard, être privilégiée.
- ▶ **Les dramatiques**: Radio-Québec a développé dans ce domaine un savoir faire particulièrement adapté à son mandat. On pense notamment à ZAP et à Graffiti. Il lui faut poursuivre dans cette voie.

- La présentation de **films et documentaires** de qualité doit être renforcée.
- **Théâtre et musique:** Radio-Québec devrait permettre aux personnes moins nanties et plus éloignées des grands centres d'accéder aux oeuvres du patrimoine culturel québécois et international. La captation d'événements pourrait être développée davantage.

Le 2^{ème} axe: La production et la mise en circulation de documents éducatifs sur les réseaux multimédias, ainsi que dans les réseaux institutionnels et les entreprises.

- Ce sont les **contenus francophones à valeur ajoutée** qui feront le plus défaut sur les inforoutes. Il faudra sans doute miser sur le secteur public pour la production et la mise en circulation de ces contenus.
- À titre de réseau du savoir, Radio-Québec devrait constituer le pivot autour duquel pourrait s'établir un vaste **réseau intégré du savoir** impliquant la collaboration de plusieurs partenaires: les Centres de formation à distance des commissions scolaires et des cégeps, Télé-université, Canal, etc...
 - Radio-Québec devrait procéder le plus rapidement possible à la numérisation de ces documents éducatifs les plus pertinents et élaborer une stratégie de mise en marché et de diffusion de ces documents.
 - Produire des documents de type multimédia pour alimenter les nouveaux systèmes multimédias interactifs.
- **Produire**, à la demande des institutions et même des entreprises (dans le cadre de la Loi 90), des **documents éducatifs** pour les besoins de formation à distance et continue. Certains de ces documents pourraient être diffusés sur le réseau de Radio-Québec mais ils seraient, de façon générale, destinés à être diffusés au sein des écoles, associations et entreprises.
 - Pour réaliser ces activités de production et de diffusion dans le cadre de ce deuxième axe, Radio-Québec devra développer des partenariats. Il pourrait s'agir de former des

comités élargis de partenaires tel qu'évoqué dans le rapport du groupe-conseil. *La réalisation de ces activités pourrait constituer la **principale source de revenus** en développement pour Radio-Québec.*

- L'exécution de ce mandat implique nécessairement le maintien d'un noyau stratégique d'équipe de production.

LES RECOMMANDATIONS

- ① Que la mission éducative de Radio-Québec s'articule autour de 2 axes:
 - ❶ La conception, production, programmation et diffusion d'émissions éducatives (au sens large) et culturelles s'adressant au grand public.
 - ❷ La conception, la production et la mise en circulation de documents éducatifs audiovisuels et multimédias pour les réseaux institutionnels, les entreprises et les associations.
- ② Que soit maintenue un noyau stratégique de production interne à Radio-Québec pour la réalisation des documents éducatifs.
- ③ Qu'un fonds spécial soit créé pour renforcer la programmation régionale.
- ④ Qu'à brève échéance, soit formé un conseil des communications indépendant du gouvernement et qui aurait pour mission de veiller au respect des mandats des institutions de service public oeuvrant dans le domaine de la télévision éducative et culturelle ainsi que du multimédia interactif.
- ⑤ Que le ministère de la Culture et des Communications se dote d'une politique cohérente qui lui permettra d'inscrire ses choix et décisions en fonction d'objectifs culturels et démocratiques, tout autant qu'économiques.
 - ▶ Cette politique devrait englober non seulement le secteur de la culture et des médias traditionnels, mais celui aussi des inforoutes.
 - ▶ L'adoption d'une telle politique devrait donner lieu à une consultation publique régionale et nationale auprès des divers milieux concernés.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
1995-1997

Université de Montréal, Faculté de l'éducation permanente — Pierre Paquet - président *

Madeleine Blais, Présidente sortante

Confédération des syndicats nationaux (CSN) — Marie Roy - vice-présidente *

Association des conseillers et conseillères pédagogiques de l'éducation des adultes des collèges du Québec
(ACCPEACQ) — Suzanne Dumont *

Membres individuels — Antoine Baby, André Marchand *

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) — Vincent Greason *

Syndicat des employés de l'ICEA — Éliette Beaulieu, Gaétan Beaudet *

Atelier d'éducation populaire de Mercier — Anne-Marie Sauvé

Carrefour d'éducation populaire — Chantal Zumbrunn

Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) — Marc-André Gagnon

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) — Lise Doyle

Fédération autonome du collégial (FAC) — Christiane Tremblay-Jobin

Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP) —
Denis Sylvain

Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) — Johanne Deschamps

Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) — Oliva Bouchard

La Puce ressource informatique — Louise St-Jacques

Maison d'Haïti — Jean-Michel Piquant

Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires (TREAQ) — Micheline Jodoin-
Lussier

Union des producteurs agricoles (UPA) — Marcel Chagnon

Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités — Claude Magnan

* Membres du comité exécutif

**Membres du
Groupe de travail sur les communications**

Luc Allaire — Nouvelles CEQ

Alain Ambrosi

Colette Beauchamp — auteure

Gérald Bourbeau — Radio-Québec, Service de Recherche & Planification

Jean-Pierre Boyer — UQAM, Département des communications

Evelyne Foy

Laval Gagnon — Fédération nationale des communications (CSN)

Sylvianne Gagnon — Centre St-Pierre, Équipe communication

Pascal Gélinas — Association des réalisateurs de Radio-Canada

Jacques Guay — Université Laval, Département de l' Information & Communication

Madame Linda Craig — Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ)

Jean-Claude Leclerc — journaliste

Sophie Ly — AMARC

Pierre Pagé — Productions Virage Inc.

Marc Raboy — Université de Montréal, Dépt. de Communication

Roger Rhéaume — Association des radios communautaires du Québec

Michel Sénécal — Télé-Université

Louise Toupin — professeure

Jean-Paul Trépanier — membre de l'ICEA

Pierre Valois — Centre de Formation populaire

Robert Warren — Syndicat des employés de Radio-Québec (CEQ)